Supplément à l'hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9423

Edition locale gratuite
réalisée par
le groupe Louise-Michel
de la F.A.

le monde libertaire

Spécial 18e arr.-Paris Nord

L'ÉDUCATION LIBERTAIRE EN ACTES

Bonaventure

La république des enfants libres !

Il y a quelques semaines, des centaines de milliers de personnes manifestaient contre le financement de l'école privée par l'État. A cette occasion, les anarchistes n'avaient pas manqué de dénoncer, bien sûr, les fonds versés ainsi à tous les curés, gouroux, et autres patrons. Mais nous n'avions pas oublié tous les reproches que nous devons faire à l'école administrée par l'État. Une autre manière d'envisager l'éducation qui vous est présentée dans ce texte qui a été rédigé par une école « privée », certes, mais laïque, gratuite et, surtout, libertaire : l'école *Bonaventure* d'Oléron.

vendredi 29 avril - 20 h 30

Rencontre avec l'éducation libertaire

débat avec Bonaventure, le Lycée autogéré de Paris (sous réserve), vidéo

au local « La Rue » : 10, rue R. Planquette 75018 Paris. M° Blanche ou Abbesses

QU'ILS SOIENT le « fruit » du hasard, de l'habitude, de l'erreur, de l'ignorance ou de l'amour, les enfants ne choisissent jamais de vivre.

Dans ces conditions, ce devrait être justice que toutes celles et tous ceux qui leur « donnent » la vie, ou qui se targuent de la gérer, leur donnent au moins les moyens de choisir *leur* vie.

En les aimant, bien sûr. Mais aussi en les respectant en tant qu'individus à part entière n'appartenant à personne d'autre qu'à eux-mêmes.

En les accompagnant dans leur découverte - toujours périlleuse - de la vie.

Dans la construction - longue et difficile - de leur propre personnalité.

De cela il n'est, hélas, que trop rarement question, et c'est peu dire qu'il ne s'agit pas là d'un hasard.

La famille patriarcale et son triangle des Bermudes Œdipien, l'État et ses robustes certitudes, les Églises et leurs chèques en blanc sur l'au-delà, l'école et ses promesses d'égalité des chances jamais tenues, la division sociale et son zoo de fauves et de moutons, l'exploitation et l'oppression de l'être humain par l'être humain aux gibets noirs desquels pendouillent par grappes les innombrables voyageurs sans bagages du capitalisme... tout cela (et bien d'autres choses encore) concoure en effet à faire de l'enfant un *objet* d'éducation et de l'éducation un *dressage* et s'oppose (explicitement ou implicitement) à ce qu'il puisse devenir librement *sujet* et *acteur* de sa propre éducation.

Cékomça ! Ça a toujours été comme ça ! Et ça risque malheureusement d'être encore longtemps comme ça.

Bonaventure, comme tant d'autres petits perce-neiges têtus taraudant inlassablement le grand manteau blanc de cet hiver éducatif, est née d'une révolte contre cette « fatalité ».

C'est une rébellion rageuse contre toutes les logiques de la résignation à l'inacceptable et à l'intolérable.

Et c'est une insurrection affirmant clairement qu'en éduquant les enfants à la liberté, à l'égalité, à l'entraide et à l'autogestion et en leur donnant les *moyens* (juridiques, matériels, éducatifs...) d'être des *citoyens* à part entière d'une petite *République* éducative, ils mettront tant de *désir* et de *sens* dans leur vie et leur scolarité que rien ni personne ne pourra plus les leur *voler*.

Bonaventure, tout en étant l'expression d'une aventure individuelle (celle de quelques individu(e)s se déroulant dans la sphère pédagogique, scolaire et éducative) se veut en effet partie prenante d'une toute autre aventure : celle, *collective* et *sociale,* de toutes celles et de tous ceux qui sont déterminés - partout où cela est possible - à mettre tout de suite en *actes* des alternatives libertaires mais qui savent que c'est seulement à l'occasion d'une *rupture* avec le système *sociétaire* existant que l'aventure pourra véritablement commencer et prendre tout son sens.

De ce point de vue, et cela explique le choix d'une propriété collective, de la laïcité, de la gratuité, d'un financement social, d'une recherche de convergences avec d'autres alternatives anti-autoritaires de tous types évoluant à l'intérieur comme à l'extérieur des institutions... *Bonaventure* se pose clairement comme membre *actif* d'un *mouvement social libertaire.*

En ce sens, par delà les conclusions pédagogiques et éducatives qui se dégageront de sa pratique (élaboration de techniques et de méthodes pédagogiques), *Bonaventure* se place délibérément sous le signe de l'*introduction*... à un changement social !

préambule de la Charte de Bonaventure

Bonaventure : 35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Oléron.

Nous avons dans le cœur un monde nouveau

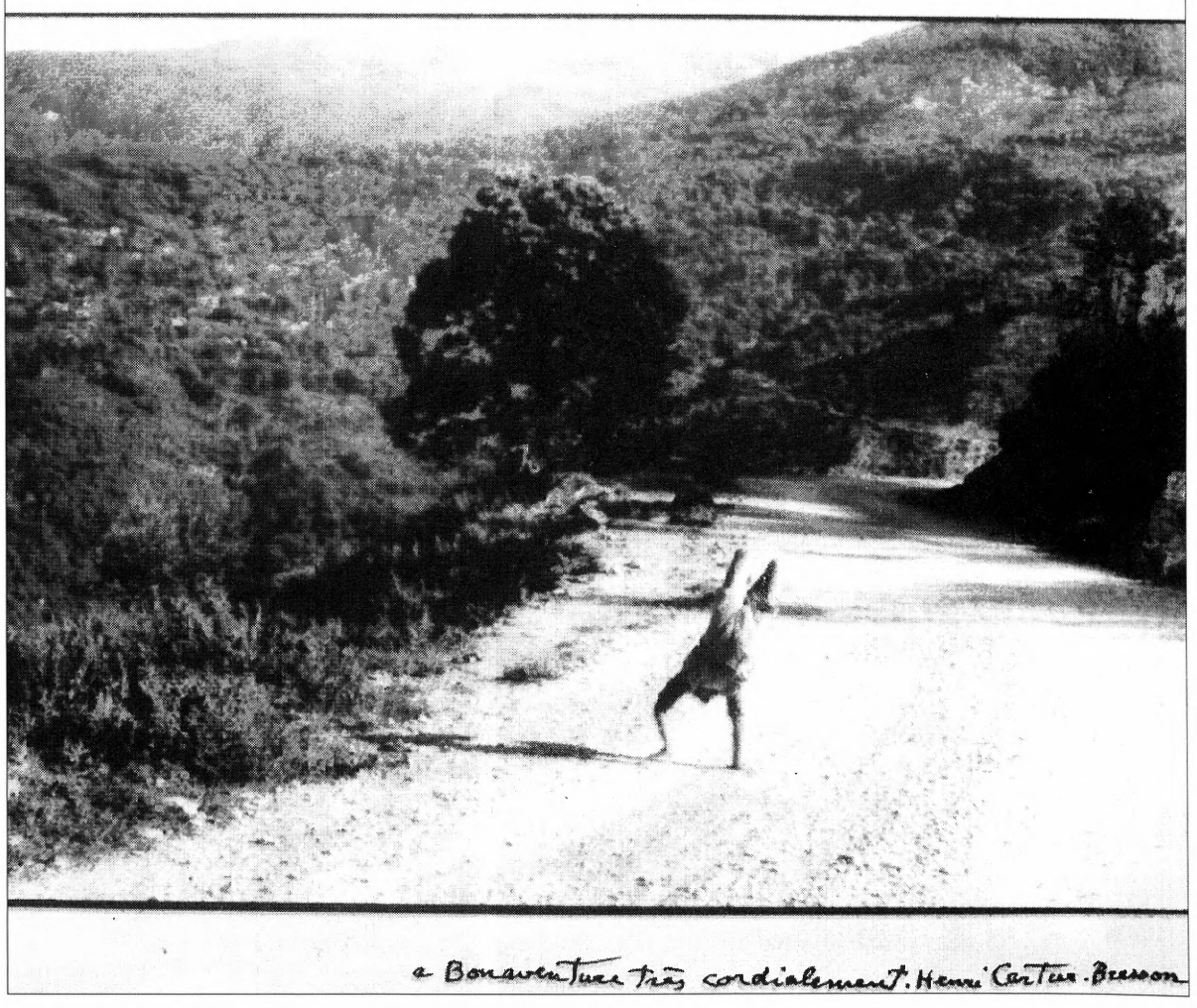

Photo d'Henri Cartier-Bresson offerte à *Bonaventure* figurant sur une affiche de soutien à l'école

POUR TOUT SAVOIR SUR L'ANARCHISME... LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE, 145, RUE AMELOT (M° OBERKAMPF), 75011 PARIS

30 avril 1994 - Espace Voltaire

Une journée contre le chômage, pour le partage des richesses

La Fédération anarchiste organise le 30 avril prochain une journée de débats sur le thème du travail, du chômage et des exclusions à l'espace Voltaire : 4, rue Camille Desmoulins, dans le 11e arrondissement parisien, M° Voltaire.

NOUS SOMMES aujourd'hui dans une situation où ce que proposent les politiques se révèle - dans le cas où les mesures prises seraient suivies d'effet, ce qui parait pour le moins douteux - complètement insuffisant à démonter le mécanisme d'exclusion actuellement en cours, ou même à l'enrayer.

En effet, le chômage est le produit d'une logique économique, celle du capitalisme. Or le travail, qui est la seule source de revenus de l'immense majorité, subit la loi de l'offre et de la demande et il est bien évident que la menace du chômage a des conséquences sociales aussi pour ceux qui ont un emploi.

Des mesures

On peut constater qu'il existe quant à la solution au problème du chômage un lieu commun repris par la plus grande partie de la classe politique, à savoir : travail à temps partiel partout où c'est possible avec diminution de salaire.

Si Chirac a toujours condamné l'expression « partage du travail », lui préférant celle « d'aménagement du temps de travail », Rocard, en revanche, n'a pas hésité à l'intégrer à son « big bang ». L'intention est cependant toujours la même : créer de nouveaux emplois grâce aux économies faites sur le dos des travailleurs auxquels on demande d'accepter - contraints et forcés - de travailler moins (en nombre d'heures) pour gagner moins. Dans les faits, on sait que dans les entreprises où le partage du travail à été envisagé, il l'a été sous prétexte de « préserver des emplois » grâce à la diminution des salaires, mais à aucun moment dans le but de créer de nouveaux postes. Le discours dominant évoque la création d'emplois essentiellement sous la forme de petits boulots.

La solution des petits boulots et des stages bidons - d'ailleurs fort lucratifs - est non seulement insuffisante mais représente un gâchis à l'encontre des individus qui n'ont pas d'autres possibilités pour survivre. Quand bien même l'État parviendrait à créer suffisamment de petits boulots pour parvenir au plein emploi qu'il ne serait toujours pas plus satisfaisant d'être exploité qu'assisté.

La « flexibilité », quant à elle, n'a absolument pas pour vocation de permettre des embauches mais au contraire de rationaliser la gestion de l'entreprise au profit du patronat.

Ce qui fut, durant la dernière campagne législative, un débat politique est devenu un enjeu social d'importance majeure. Profitant d'enquêtes d'opinions nettement favorables au partage du travail avec diminution des salaires, un certain nombre de patrons ont saisi l'occasion de mettre en place des plans de restructuration qui représentent autant d'importantes régressions sociales. Les exemples sont maintenant nombreux (mais aussi assez divers), toujours abondamment relatés par les médias officiels, qui parlent de référendum quand il s'agit de chantage. Exemple : les employés sont invités à s'exprimer pour ou contre une diminution horaire accompagnée d'une diminution de salaire, sachant que s'il y a une majorité de contre, 10 ou 20 % d'entre eux, selon les cas, seront licenciés dans les mois qui suivent. Il est clair que la solution au chômage n'est pas là, au contraire.

Cette notion de partage tend à mettre en opposition les chômeurs et ceux qui travaillent mais ces derniers ne sont pas forcément responsables du mécanisme d'exclusion qui fonctionne actuellement... La véritable opposition demeure celle entre exploiteurs et exploités.

Des conséquences

La sacro-sainte loi du marché ne correspond pas, en vérité, aux besoins réels des personnes mais seulement aux besoins de ceux qui ont les moyens de consommer... Les autres sont exclus, sacrifiés pour les besoins du capital.

Si nous ajoutons à cela que nombre de travaux sont loin d'être indispensables voire même nuisibles, il parait évident qu'une nouvelle organisation du travail dans sa répartition et son contenu est non seulement une question essentielle pour l'avenir de l'humanité mais un problème auquel il est maintenant urgent d 'apporter une solution.

La logique mondiale du capitalisme est celle des gains de productivité et du transfert de nombreuses productions en direction de pays où la main-d'œuvre est la moins coûteuse. Les européens ont tout autant le droit de travailler que les asiatiques et ceux-ci ont parfaitement le droit de ne pas être davantage exploités que ceux d'entre les européens qui ont encore un travail. Pourquoi les gains de productivité ne profiteraient-ils pas à tous ?

Partager ?

Nous ne pouvons partager le travail sans partager les richesses. Nous ne pouvons admettre que certains se partagent la misère tandis que d'autres se partagent les bénéfices : voilà un schéma qui a trop longtemps sévi, pour finalement mener au malaise actuel. Partager, oui, mais tout partager. Les privilèges doivent être abolis, les ressources naturelles appartenir à tout le monde tant que nous serons tous sur la même planète.

Pas plus qu'on ne vit pour manger, on ne vit pour travailler... Le travail doit avoir pour objectif de subvenir aux besoins matériels des individus et non de les soumettre à une condition aliénante, c'est-à-dire que la production doit être utile et la moins destructrice possible, rationalisée dans l'intérêt de la collectivité et non dans celui du patronat. C'est-à-dire également que les biens produits (conçus pour durer et non pour maintenir le taux de production) doivent être accessibles à tous. Un temps de travail réduit pour tous ; un temps libre accru pour tous.

Nous prônons donc une véritable « révolution culturelle », une société garantissant au minimum à chacun un logement, les besoins vitaux de nourriture et de soins ainsi que l'accès à la formation. Dans un tel contexte, l'esprit de compétition imposé par la logique capitaliste devient superflu.

Comment produire ?

Un partage du travail réel et effectif ne peut s'instaurer que dans un système libertaire, sans obligation de profit, c'est-à-dire dans une société ayant pour base l'égalité économique et sociale. L'égalité de droit constitue une garantie de liberté optimale pour chacun.

Un partage réel ne peut être parcellaire : les décisions et la gestion doivent devenir l'affaire de toutes et de tous ; le terme gestion étant pris dans un sens global.

En effet, toute production ayant pour objectif un mieux être social, la gestion de celle-ci doit être organisée non seulement par les travailleurs eux-mêmes mais par les consommateurs ou usagers.

Tout cela ne va sans doute pas tomber du ciel un grand soir mais il est possible dès aujourd'hui d'entamer un processus menant à une abolition du salariat ainsi que du chômage.

Ne pouvant compter sur la classe politique ni sur le patronat pour opérer un tel changement, les travailleurs devront compter sur eux-mêmes et gérer enfin leurs propres affaires, décider enfin de quoi sera faite leur vie quotidienne.

La Fédération anarchiste est une organisation révolutionnaire dont le projet demeure une société égalitaire fondée sur le fédéralisme et la gestion directe. Ses militants sont engagés dans diverses organisations syndicales et/ou associations afin de parvenir dès aujourd'hui à des progrès sociaux allant dans le sens d'une émancipation sociale réelle. Il est possible dès maintenant d'entamer un processus revendicatif capable de mener à une remise en cause des vraies raisons du malaise, à savoir le capitalisme. Nous exigeons la réduction du temps de travail dans tous les secteurs d'activité et sans diminution des revenus.

Il nous semble parfaitement évident que nous n'obtiendrons satisfaction que par la lutte. Il appartient donc aux salariés d'être aujourd'hui solidaires en actes des exclus ; cette solidarité passe nécessairement par une solidarité des salariés entre eux. Ainsi, la lutte pourra s'exprimer par :

des refus
- refus des licenciements et/ou exigence de reconversion
- refus des heures supplémentaires
- refus des diminutions de salaires

des revendications
- réduction du temps de travail liée à des embauches
- gratuité du logement pour tous
- gratuité des soins pour tous
- gratuité de l'éducation et des formations

des actes de solidarité
- empêchons les expulsions
- coordonnons les luttes au niveau international.

Commission Economie-Ecologie de la Fédération anarchiste

au programme de la journée

14 heures - Espace Voltaire, 4, rue Camille-Desmoulins, Paris (11e), métro Voltaire.

•Quelle stratégie, quelles luttes aujourd'hui ?
•L'économie, le « travail » en société libertaire.

Débats, stands, librairies, bar...

Manifestation FA le 1er mai

Vous désirez entrer en contact avec la Fédération anarchiste dans le nord de Paris ?

Vous pouvez rencontrer le groupe Louise-Michel de la F.A. :

•chaque samedi lors de nos permanences publiques de 15 H à 17 H au local « *La Rue* », 10, rue R. Planquette, 75018 Paris (M° Blanche ou Abbesses). Ce sont aussi les permanences de la bibliothèque de l'Union régionale Région parisienne de la F.A., où vous pouvez venir consulter et emprunter nos ouvrages.

•nous assurons des ventes du *Monde Liber-taire* chaque dimanche de 11 H à 12 H 30 aux marchés de la rue Lepic et de la rue du Poteau.

•vous pouvez également nous écrire à l'adresse du local « *La Rue* » ou à Publico : 145, rue Amelot, 75011 Paris.